

Art. 7. — Pour les groupes comprenant des jeunes gens de quatorze à dix-huit ans, les excursions et courses dans les régions déterminées à l'article précédent ne pourront avoir lieu que si les participants sont munis de l'équipement convenable et s'ils sont dirigés par un spécialiste dont les critères de compétence sont définis par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — Pour les autres promenades en montagne, les groupes comprenant des mineurs seront dirigés par une personne responsable et qualifiée qui laissera à son lieu d'hébergement l'itinéraire et l'horaire projetés et signalera immédiatement son retour.

Art. 9. — Le code international des signaux de détresse devra être enseigné à tout le personnel d'encadrement, dès le début de chaque séjour dans un établissement ou centre de placement de vacances en montagne.

#### C. — Activités sportives et de plein air.

Art. 10. — Devront être observées les règles de sécurité édictées par l'autorité publique compétente pour la pratique de certains sports ou activités de plein air.

#### D. — Protection contre l'incendie.

Art. 11. — Les locaux utilisés pour les réunions et pour l'hébergement seront conformes aux règlements de sécurité et comprendront le matériel de première urgence pour combattre un début d'incendie.

Art. 12. — En forêt, ou à proximité des forêts, seront respectées les dispositions légales relatives à l'allumage des feux et à leur extinction.

#### E. — Déclaration d'accidents.

Art. 13. — Tout accident grave, intéressant même un tiers survenu dans le cadre d'un établissement ou d'un centre de placement de vacances, doit être signalé par les moyens les plus rapides à la gendarmerie ou à la police et au directeur départemental de la jeunesse et des sports. Dans les quarante-huit heures, un rapport est adressé à ce fonctionnaire dans la forme fixée par une instruction ministérielle.

#### F. — Assurances.

Art. 14. — Il appartient aux organisateurs des activités régies par le présent arrêté de contracter les assurances nécessaires pour garantir :

- a) Leur responsabilité civile et celle de toutes personnes employées par eux ou participant à la direction et à l'animation des activités ;
- b) Les dommages causés par les participants ;
- c) Les risques d'incendie et de dégâts des eaux ;

Ainsi que, le cas échéant :

- d) Les dommages causés par les véhicules utilisés ;
- e) Les frais de recherches et de secours en montagne ou à la mer.

Art. 15. — Les organisateurs des activités régies par le présent arrêté doivent proposer aux parents le bénéfice d'une assurance individuelle pour leurs enfants ; assurance destinée à parfaire le cas échéant, pour les risques courus à l'occasion des activités qu'ils organisent, les prestations de sécurité sociale et les assurances scolaires.

Les rapports établis entre les parents et les assureurs à cet égard ne créent, pour l'exécution des contrats ainsi souscrits, aucune responsabilité nouvelle pour les organisateurs.

Art. 16. — Les assurances prévues aux articles précédents tiendront compte des caractéristiques des activités proposées, et notamment de celles présentant des risques particuliers.

Art. 17. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, en particulier les dispositions de l'arrêté du 21 novembre 1968.

Art. 18. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1975.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,  
MICHEL PONIATOWSKI.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie  
(Jeunesse et sports),  
PIERRE MAZEAUD.

Conditions de direction et d'animation éducative des séjours de vacances où sont hébergés, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, des participants âgés de six à dix-huit ans.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu le décret n° 60-94 du 29 janvier 1960 concernant la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs ;

Vu le décret n° 67-161 du 24 février 1967 fixant la composition et les attributions du conseil départemental de la protection de l'enfance ;

Le conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports entendu,

Arrête :

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### Règles générales concernant l'âge et le nombre des membres du personnel de direction et d'animation.

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans tous les séjours où sont hébergés, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, des mineurs de plus de six ans, le directeur doit être âgé d'au moins vingt et un ans. Il est assisté par des animateurs âgés d'au moins dix-huit ans. Le nombre des animateurs par rapport au nombre des participants ne doit pas être inférieur à un pour douze sur l'ensemble du centre de vacances.

Dans les séjours organisés par des clubs et équipes de prévention agréées, le nombre des animateurs par rapport au nombre des participants ne doit pas être inférieur à un pour dix participants sur l'ensemble du centre de vacances.

Dans les séjours organisés par des associations agréées de scoutisme, le directeur du séjour est assisté d'adjoints âgés d'au moins dix-sept ans à raison d'un au moins pour quinze participants. Si le séjour comprend moins de soixante participants, le directeur peut n'avoir que dix-neuf ans.

#### TITRE II

##### Qualification du personnel de direction et d'animation des séjours soumis à déclaration.

Art. 2. — Le directeur doit posséder le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs assorti de l'autorisation d'exercer ou être en cours d'obtention de ce brevet.

La moitié au moins des animateurs doivent être titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs ou posséder la qualification d'animateur stagiaire.

Toutefois les animateurs possédant le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs ou la qualification d'animateur stagiaire peuvent n'être âgés que de dix-sept ans.

Art. 3. — Pour les activités faisant l'objet d'une réglementation particulière, l'encadrement devra comporter les animateurs justifiant de la qualification requise ou être complété par des spécialistes qualifiés.

Art. 4. — Pour les séjours où sont hébergés moins de quarante participants le préfet sur avis du directeur départemental de la jeunesse et des sports pourra accorder des dérogations aux conditions de qualification du personnel d'encadrement fixées aux alinéas 1 et 2 de l'article 2.

Art. 5. — Pour les séjours organisés par les clubs et équipes de prévention spécialisés et agréés les conditions requises pour l'encadrement sont les suivantes :

Le directeur doit être titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs assorti de l'autorisation d'exercer ou être membre qualifié de l'équipe permanente de l'association ;

La moitié au moins des animateurs doivent être titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs ou posséder la qualification d'animateur stagiaire ou avoir participé régulièrement aux activités du club ou de l'équipe de prévention agréé.

Art. 6. — Par dérogation aux articles 2 et 4, pour les séjours organisés par des associations agréées de scoutisme, la qualification du directeur et de ses adjoints est celle déterminée par l'association de scoutisme dont dépend le séjour.

Art. 7. — Des dérogations provisoires aux dispositions ci-dessus ne pourront résulter que d'arrêtés ministériels pris pour certaines catégories d'hébergement ou de mesures individuelles prises par le préfet sur avis du directeur départemental de la jeunesse et des sports dans le cadre d'instructions ministérielles.

Art. 8. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, et notamment les dispositions de l'arrêté du 19 novembre 1963 concernant les conditions d'encadrement des séjours de vacances.

Art. 9. — Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mai 1975.

PIERRE MAZEAUD.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS

Décret n° 75-430 du 30 mai 1975 portant modification des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux transports,

Vu la loi du 28 ventôse an IX relative à l'établissement des bourses de commerce ;

Vu les articles 78 et 90 du code de commerce ;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX relatif à la désignation des villes où devront être établies les bourses de commerce, à l'organisation et à la police de ces bourses, et notamment en son article 13 ;

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1835 relative aux droits de courtage ;

Vu la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures ;

Vu la loi n° 65-491 du 29 juin 1965 sur les ports maritimes autonomes ;

Vu le décret du 8 septembre 1926 et les textes subséquents portant modification des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires, modifiés en dernier lieu par les décrets des 23 septembre 1970 et 27 mars 1973 ;

Vu l'avis des tribunaux de commerce et chambres de commerce intéressés ;

Vu l'avis des préfets des départements intéressés ;

Vu l'avis des conseils d'administration des ports maritimes autonomes,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — A dater du 1<sup>er</sup> juin 1975 les droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires sont majorés de 20 p. 100.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat aux transports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1975.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le secrétaire d'Etat aux transports,  
MARCEL CAVAILLÉ.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1974-1975

#### I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 3 juin 1975.

#### A dix heures. — 1<sup>re</sup> SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi (n° 1560) portant réforme du divorce. (Rapport n° 1681 de M. Donnez, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

#### A quinze heures. — 2<sup>e</sup> SÉANCE PUBLIQUE

1. — Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi portant réforme du divorce.

2. — Discussion du projet de loi (n° 1685) portant approbation d'un rapport sur l'orientation préliminaire du VII<sup>e</sup> Plan. (Rapport n° 1687 de M. Maurice Papon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ; avis n° 1692 de M. Berger, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; avis n° 1693 de M. Fouchier, au nom de la commission de la production et des échanges.)

#### A vingt et une heures. — 3<sup>e</sup> SÉANCE PUBLIQUE

1. — Fixation de l'ordre du jour.

2. — Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

#### Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 3 juin 1975, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence.

### II. — COMMISSIONS

#### Réunion de commissions du mardi 3 juin 1975.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à dix-sept heures. — Salle n° 2249.

Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à dix-neuf heures. — Salle de la commission.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à neuf heures trente et à vingt et une heures trente. — Salle n° 2264.

#### Convocation de commissions.

Additif à l'ordre du jour de la réunion que tiendra la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République le mardi 3 juin 1975, à neuf heures (salle n° 2264) :

Examen de nouveaux amendements au projet de loi (n° 1560) portant réforme du divorce.

La commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes se réunira le jeudi 19 juin 1975, à onze heures (local n° 2207) :

Premier examen des comptes de l'exercice 1974.

### III. — DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

#### Documents parlementaires (1).

DISTRIBUTION DU 29 MAI 1975

N° 1489. — Proposition de résolution de M. Alain Vivien tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et sociale des départements d'outre-mer (renvoyée à la commission des lois).

N° 1490. — Proposition de résolution de M. Alain Vivien tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et sociale des territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission des lois).

N° 1590. — Proposition de loi de M. Massot tendant à compléter les dispositions relatives au maintien dans les lieux des personnes âgées (renvoyée à la commission des lois).

N° 1656. — Proposition de loi de M. Aubert relative à la composition des conseils municipaux dans les communes de moins de 500 habitants (renvoyée à la commission des lois).

(1) Les documents parlementaires de l'Assemblée nationale sont délivrés au public par le bureau de vente des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15<sup>e</sup>) ; tarif : 0,50 F le document, port compris. Toute commande par correspondance doit être accompagnée du règlement par mandat, chèque bancaire ou chèque postal (C. C. P. 9063-13 Paris).

En outre, ils sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents de l'Assemblée nationale ; tarif : 30 F par an, l'abonnement partant du 1<sup>er</sup> octobre.